

## VERTALING

## DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1988

**6 SEPTEMBER 1989. — Besluit van de Executieve houdende toepassing van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de loopbaan in de administraties en in de andere diensten van de ministeries op het personeel van het Belgische Omroep- en Televisiecentrum van de Duitstalige Gemeenschap**

De Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988, de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen alsmede door de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en Gewesten;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd door het koninklijk besluit n° 4 van 18 april 1967;

Gelet op het decreet van 27 juni 1986 betreffende het Belgische omroep- en televisiecentrum van de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de loopbaan in de administraties en in de andere diensten van de ministeries, gewijzigd door het koninklijk besluit van 23 september 1986;

Gelet op het proces-verbaal van de vergadering van het Vast Comité van het Belgische omroep- en televisiecentrum van de Duitstalige Gemeenschap van 7 juni 1988;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt van 7 september 1988;

Gelet op het akkoord van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid van 3 augustus 1989;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister tot wiens bevoegdheden de toezicht op het Belgische omroep- en televisiecentrum van de Duitstalige Gemeenschap behoort, gegeven op 20 juni 1988;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve tot wiens bevoegdheden het personeel en de begroting behoren, gegeven op 22 juni 1988;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voorstel van de Voorzitter van de Executieve en van de Gemeenschapsminister van Vorming, Culturele Animatie en Media,

Besluit :

**Artikel 1.** De bepalingen van het koninklijk besluit van 3 juli 1985 betreffende de onderbreking van de loopbaan in de administraties en in de andere diensten van de ministeries worden, zoals ze zijn gewijzigd, toegepast op het personeel van het Belgische omroep- en televisiecentrum van de Duitstalige Gemeenschap.

**Art. 2.** De woorden « minister » en « overheid » gebruikt in het besluit bedoeld in artikel 1 worden vervangen door de woorden « Gemeenschapsminister » en overheid die benoemt ».

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 4.** De Gemeenschapsminister tot wiens bevoegdheden de toezicht op het Belgische omroep- en televisiecentrum van de Duitstalige Gemeenschap behoort, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 6 september 1989.

Voor de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap :

De Voorzitter van de Executieve,

J. MARAITE

De Gemeenschapsminister van Vorming, Culturele Animatie en Media,

B. FAGNOUL

---

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST**
**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 89 — 1989

**13 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour des travaux d'amélioration de voirie agricole**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, 4<sup>o</sup>, e;

Vu la loi du 8 août 1988 modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 18 décembre 1988 contenant le budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1989;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 janvier 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, et réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1989 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, notamment les articles 2, 2<sup>o</sup>, c et 9;

Vu l'avis du Ministre de l'Exécutif régional wallon ayant le Budget dans ses compétences;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'article 3, § 1<sup>er</sup> des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'urgence;

Compte tenu du grand nombre de dossiers en instance et de la nécessité de les traiter dans des délais compatibles avec les procédures en matière de marchés publics, et de ce que d'autre part, seuls les taux de subsidiation et la nature des travaux à prendre en considération (dans un sens restrictif sauf les plantations) sont modifiés (pour les taux de subsidiation, modification prévue par l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949, article 9);

Sur la proposition du Ministre de la Région wallonne chargé de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement;

Arrête :

Article 1<sup>er</sup>. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

« Ministre » : Le Ministre de la Région wallonne qui a l'Agriculture dans ses attributions.

« Allocataire » : Les pouvoirs publics subordonnés bénéficiaires de la subvention.

« Les Services d'Accomplissement » : Les services du Remembrement de la Société Terrienne, laquelle est chargée de la partie administrative et technique et des démarches auprès de l'allocataire et des pouvoirs subsidiaires et, le cas échéant, des riverains.

Ils assistent les allocataires afin d'établir les documents nécessaires, de contrôler les opérations des auteurs de projet et des entrepreneurs et assureront le suivi administratif et budgétaire des dossiers ainsi que la remise de l'avis circonstancié au Ministre.

« Voirie agricole » : Les chemins vicinaux ordinaires situés sur le domaine public (à l'exclusion des voiries améliorées ou réalisées dans le cadre de la législation sur le remembrement et la rénovation rurale).

Ces chemins ruraux desservent essentiellement les terres soumises à l'exploitation agricole ou forestière ainsi que les fermes isolées. Ils sont utilisés par le charroi agricole, c'est-à-dire un trafic lent et où le nombre de véhicules par jour est inférieur à 50.

« Amélioration de voirie agricole » : Les opérations qui consistent en la réalisation, conformément aux cahiers des charges type de la Région wallonne :

- des travaux d'adaptation des accotements et des fossés;
- des travaux de terrassement;
- de la fourniture et la mise en œuvre des matériaux constituant le corps de chaussée (empièvements ou stabilisés à la chaux ou au ciment) sur une largeur de 3,5 mètres et une épaisseur de 0,5 mètre maximum;
- des travaux d'installation d'un dispositif d'évacuation des eaux de surface et de drainage;
- des raccordements avec d'autres chemins publics et accès privés tout en restant dans la définition du domaine public;
- des aires de stockage et chemins d'accès nécessaires à l'enlèvement des productions;
- des travaux de plantations des talus, accotements et excédents d'emprise;
- des essais nécessaires à l'exécution des travaux;
- de l'acquisition de biens immobiliers non bâtis nécessaires à la bonne exécution des travaux précités.

Art. 2. Les projets introduits pour l'obtention de subventions doivent comprendre la copie certifiée conforme des documents suivants :

- la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage approuve le projet et choisit le mode de passation du marché, en fixe les conditions et sollicite les subventions;
- le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
- le devis estimatif des travaux comprenant, le cas échéant, le coût des essais préalables;
- une note explicative du mode de détermination des prix unitaires;
- le cas échéant, la convention conclue entre le demandeur et l'auteur de projet;
- l'attestation établissant que le demandeur dispose de tous les terrains nécessaires à la réalisation des travaux;

— en cas d'acquisition de biens immobiliers non bâtis, un extrait du plan cadastral et une estimation de leur valeur établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou le Receveur de l'Enregistrement;

— le cas échéant, les permis requis par l'arrêté du 14 mai 1984 de l'Exécutif régional wallon (Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme) portant codification des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire et applicables en Région wallonne.

Art. 3. L'allocataire établit le projet d'amélioration de la voirie agricole en collaboration avec les services d'accompagnement qui le soumettent à l'approbation du Ministre.

Art. 4. La notification à l'allocataire par le Ministre de l'approbation du projet vaut promesse de principe d'octroi de subvention.

Art. 5. Dans les trois mois à dater de la notification de la promesse de principe visée à l'article 4, l'allocataire procède à l'adjudication puis transmet au Ministre via les services d'accompagnement, le dossier complet relatif à l'attribution du marché. La promesse de principe devient caduque à l'expiration de ce délai. Après engagement budgétaire, le Ministre alloue la promesse ferme d'octroi des subventions à l'allocataire.

Art. 6. Le Ministre notifie à cet effet à l'allocataire le montant de la subvention sur base de l'offre approuvée

Pour le calcul de la subvention, le montant à prendre en considération est celui du montant de l'adjudication des travaux retenus majoré forfaitairement de 5 % pour frais d'étude et de contrôle des matériaux et en cas d'acquisition d'immeubles non bâtis, le montant de l'estimation établie par le Comité d'Acquisition d'Immeubles ou le Receveur de l'Enregistrement.

Ne sont pas subventionnés les autres frais généraux exposés par le Maître d'œuvre.

Art. 7. Dans les limites des crédits budgétaires, le taux de subside prévu à l'article 2, 2<sup>o</sup> de l'arrêté du Régent est porté à 80 % du montant établi à l'article 6.

En cas de travaux de plantations, le Ministre peut accorder une majoration de l'aide sur l'ensemble des travaux pris en considération.

Le maximum de majoration de 20 % du taux de subside ne sera obtenu qu'à la condition que le chemin soit bordé de chaque côté et sur toute sa longueur de plantations.

Ces haies seront composées d'espèces indigènes d'arbres et d'arbustes et aménagées soit sous forme de buissons linéaires à tailler ou non, soit de taillis ou de futaies linéaires à haute densité.

Le montant de la subvention accordée à l'allocataire est arrondi au millier de francs inférieur.

**Art. 8.** En tout état de cause, la subvention régionale ne peut excéder 80 % des travaux, toute autre intervention que celle du maître de l'ouvrage est déduite du montant global de la dépense à subventionner.

**Art. 9.** Le dossier complet relatif à l'attribution du marché comprend une copie certifiée conforme des documents suivants :

- la délibération par laquelle le maître de l'ouvrage arrête la date d'ouverture des soumissions et la liste des entreprises à consulter;
- le procès-verbal de l'ouverture des soumissions;
- les soumissions déposées;
- le rapport d'attribution du marché établi par l'auteur de projet;
- la délibération motivée par laquelle le maître de l'ouvrage désigne l'adjudicataire.

**Art. 10.** Le Ministre peut faire procéder au contrôle de l'emploi des subventions attribuées.

**Art. 11. § 1<sup>er</sup>.** Le montant définitif de la subvention sera calculé sur base du montant effectif des travaux et figurant au décompte final en ce compris les frais d'étude et de contrôle limités à 5 % du montant global des travaux. Lorsque le décompte final des travaux subventionnés, à l'exclusion des décomptes contractuels, est inférieur à celui retenu pour le calcul de la subvention, le montant de la subvention est revu sur base de la dépense réelle relative auxdits travaux.

§ 2. Le Ministre peut étendre l'octroi des subventions aux travaux d'extension d'entreprises qui étaient imprévisibles au moment de l'élaboration du projet initial et qui se avérés nécessaires pour la bonne exécution des travaux.

Dans ce dernier cas, la subvention supplémentaire ne pourra excéder 10 % de la subvention initiale.

**Art. 12.** Pour la bonne exécution des travaux d'amélioration de la voirie agricole, dans le cas d'acquisition d'immeubles non bâtis, le montant définitif de la subvention est arrêté sur base de l'acte d'acquisition du bien dont une copie conforme est transmise aux services d'accompagnement.

Ce montant ne peut cependant dépasser celui de la subvention déterminée conformément aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

**Art. 13. § 1<sup>er</sup>.** Au prorata des travaux effectivement exécutés, le Ministre peut opérer la liquidation d'acomptes sur les subsides octroyés.

§ 2. La subvention est liquidée en fonction des états d'avancement des travaux.

**Art. 14.** Dans le cadre du présent arrêté, l'arrêté royal du 25 avril 1980 réglant en ce qui concerne la Région wallonne la procédure d'octroi de subsides prévus à l'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 est abrogé en Région wallonne.

**Art. 15.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 16.** Le Ministre de la Région wallonne qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 juillet 1989.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre de la Région wallonne pour l'Agriculture, l'Environnement et le Logement,

G. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 89 — 1989

#### 13. JULI 1989. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive über die Gewährung von Subventionen an die nachgeordneten Behörden zwecks Durchführung von Verbesserungsarbeiten an den Feldwegen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 6, § 1, VI, 4<sup>o</sup>, e;

Aufgrund des Gesetzes vom 8. August 1988 zur Abänderung des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen;

Aufgrund des Dekrets vom 16. Dezember 1988 zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 1989;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Januar 1989 zur Festlegung der Zuständigkeiten unter die Minister, Mitglieder der Exekutive, und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Januar 1989 zur Regelung der Arbeitsweise der Exekutive;

Aufgrund des Königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 über die Kontrolle und die Verwendung der Subventionen;

Aufgrund des Regentenerlasses vom 2. Juli 1949, insbesondere der Artikel 2, 2<sup>o</sup>, c und 9;

Aufgrund des Gutachtens des Ministers der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund von Artikel 3, § 1 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Anbetracht der großen Anzahl der zur Entscheidung stehenden Akten und der Notwendigkeit, sie unter Einhaltung der mit den Verfahren auf dem Gebiet der öffentlichen Aufträge kompatiblen Fristen zu bearbeiten, und der Tatsache, andererseits, daß lediglich die Subventionssätze und die Art der zu berücksichtigenden Arbeiten (im engeren Sinne, außer Bepflanzungen) geändert sind (für den Subventionssatz ist die Änderung im Erlaß des Regenten vom 2. Juli 1949, Artikel 9, vorgesehen);

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region, der mit der Landwirtschaft, der Umwelt und dem Wohnungswesen beauftragt ist,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive;

**Artikel 1.** Im Sinne dieses Erlasses bedeutet :

« Minister » : den Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

« Subventionsempfänger » : die öffentlichen nachgeordneten Behörden, die die Subvention empfangen;

« Begleitdienste » : die Dienste für die Zusammenlegung bei der Nationalen Gesellschaft für die Ländliche Wohnungsbauförderung, die mit dem administrativen und technischen Teil und den Schritten bei den Empfängern und den subventionierenden Behörden sowie gegebenenfalls bei den Anliegern beauftragt ist.

Sie stehen den Mietern bei, um die nötigen Unterlagen auszufertigen, die Arbeiten der Urheber der Projekte und der Unternehmer zu kontrollieren und Sie werden die verwaltungs- bzw. haushaltsmäßige fortlaufende Kontrolle der Akten sowie die Abgabe des ausführlichen Gutachtens vor dem Minister gewährleisten.

« Feldwege » : die ordentlichen Feldwege auf der öffentlichen Straße (mit Ausnahme der im Rahmen der Rechtsvorschriften über die Zusammenlegung und die Neugestaltung des ländlichen Raumes verbesserten oder ausgeführten öffentlichen Wege).

Diese Feldwege führen im wesentlichen zu Boden, die für die Land- bzw. Forstwirtschaft bestimmt sind, sowie zu den abgelegenen Bauernhöfen. Sie werden für das Fahren der landwirtschaftlichen Fahrzeuge benutzt, d.h. ein langsamer Verkehr mit einer Anzahl Fahrzeuge, die pro Tag 50 nicht erreicht.

« Verbesserung der Feldwege » die Arbeiten, die in den folgenden, gemäß den Musterlastenheften der Wallonischen Region ausgeführten Maßnahmen bestehen :

- Anpassungsarbeiten an Seitenstreifen und Straßengraben;
- Erdarbeiten;
- Lieferung und Einsatz von Materialien, die den Oberbau (Steingrundlage oder Kalk- bzw. Zementverstärkung) auf einer Breite von höchstens 3,5 Meter und mit einer Dicke von höchstens 0,5 Meter darstellen;
- Arbeiten in bezug auf das Anlegen einer Ableitungs- und Entwässerungsvorrichtung für die Oberflächengewässer;
- Anschlüsse mit anderen öffentlichen Wegen und privaten Zugängen, ohne dabei den Rahmen der öffentlichen Straßen zu verlassen;
- die Lagerungsflächen und die für das Wegbringen der Produktion nötigen Zufahrten;
- Arbeiten in bezug auf die Bepflanzung der Böschungen, Seitenstreifen und Geländereste;
- Versuche, die für die Ausführung der Arbeiten notwendig sind;
- Anschaffung von nicht bebauten unbeweglichen Gütern, die für die gute Ausführung der vorerwähnten Arbeiten notwendig sind.

**Art. 2.** Die zwecks Erhalt der Subventionen eingereichten Projekte müssen die beglaubigte Abschrift der nachstehenden Unterlagen beinhalten :

- der Beschluß, mit dem der Bauherr das Projekt genehmigt und die Art der Vergabe des Auftrags wählt, dessen Bedingungen festlegt und die Subventionen beantragt;
- das Sonderlastenheft und die Ausführungspläne;
- der Kostenvoranschlag der Arbeiten, gegebenenfalls mit den Kosten der vorausgegangenen Versuchen;
- ein Erklärungsschreiben über die Art der Festsetzung der Einheitspreise;
- gegebenenfalls, die Vereinbarung zwischen dem Antragsteller und dem Urheber des Projekts;
- die Bescheinigung, aus der hervorgeht, daß der Antragsteller über alle für die Ausführung der Arbeiten notwendigen Grundstücke verfügt;
- bei der Anschaffung von unbebauten unbeweglichen Gütern, ein Auszug aus dem Katasterplan und eine vom Immobilienerwerbssausschuß bzw. vom Einnehmer der Registrierung aufgestellte Schätzung ihres Werts;
- gegebenenfalls, die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive (Wallonisches Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuch) vom 14. Mai 1989 zur Kodifizierung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über den Städtebau und die Raumordnung, der auf die Wallonische Region Anwendung findet.

**Art. 3.** Der Subventionsempfänger erarbeitet das Projekt in bezug auf die Verbesserung der Feldwege unter Mitarbeit der Begleitdienste, die es dem Minister zur Genehmigung vorlegen.

**Art. 4.** Die Benachrichtigung der Genehmigung des Projekts durch den Minister gilt als prinzipielle Subventionszusage.

**Art. 5.** Innerhalb drei Monaten nach der in Artikel 4 erwähnten Benachrichtigung der prinzipiellen Zusage erteilt der Subventionsempfänger den Zuschlag und übermittelt dem Minister, über die Begleitdienste, die vollständige Akte über die Vergabe des Auftrags. Die prinzipielle Zusage wird beim Ablauf dieser Frist unwirksam. Nach der haushaltsmäßigen Verpflichtung erteilt der Minister dem Subventionsempfänger die feste Subventionszusage.

**Art. 6.** Zu diesem Zweck teilt der Minister dem Subventionsempfänger die Höhe der Subvention aufgrund des genehmigten Angebots mit.

Der für die Berechnung der Subvention zu berücksichtigende Betrag ist der Betrag der Ausschreibung der Arbeiten, erhöht auf einer pauschalen Grundlage um 5 Prozent für Studien- und Materialprüfungskosten und, bei Anschaffung von unbebauten unbeweglichen Gütern, der Betrag des vom Immobilienerwerbssausschuß oder vom Einnehmer der Registrierung aufgestellten Schätzungsberichts.

Die anderen Gemeinkosten, die vom Subventionsempfänger vorgetragen werden, werden nicht bezuschußt.

**Art. 7.** Im Rahmen der Haushaltskredite beträgt der in Artikel 2, 2° des Regentenerlasses vorgesehene Subventionssatz 60 Prozent des in Artikel 5 bestimmten Betrags.

Bei Bepflanzungsarbeiten kann der Minister eine Erhöhung der Beihilfe für die gesamten berücksichtigten Arbeiten gewähren.

Die maximale Erhöhung um 20 Prozent des Subventionssatzes wird nur dann gewährt, wenn der Weg auf jeder Seite und auf seine gesamte Länge mit Bepflanzungen gesäumt ist.

Diese Hecken werden aus einheimischen Baum- und Straucharten bestehen und entweder in Form von geradlinigem Gebüsch, das beschnitten wird oder nicht, oder in Form von geradlinigem und sehr dichtem Unterholz bzw. Hochwald angelegt werden.

Der Betrag, der dem Subventionsempfänger gewährt wird, wird auf die unteren tausend Franken abgerundet.

**Art. 8.** Die Subvention der Region darf auf keinen Fall höher als 80 Prozent der Arbeiten liegen; jegliche Beteiligung, anders als die des Bauherrn, wird vom Gesamtbetrag der zu bezuschussenden Ausgabe abgezogen.

**Art. 9.** Die vollständige Akte der Erteilung des Auftrags beinhaltet eine beglaubigte Abschrift der folgenden Unterlagen

- der Beschluß, mit dem der Bauherr den Tag der Submissionseröffnung und die Liste der zu konzultierenden Unternehmen festlegt;
- das Protokoll der Öffnung der Submissionen;
- die eingereichten Submissionen;
- der vom Urheber des Projekts verfasste Bericht über die Zuschlagserteilung;
- der begründete Beschluß, mit dem der Bauherr den Ersterer bezeichnet.

**Art. 10.** Der Minister darf die Verwendung der erteilten Subventionen kontrollieren lassen.

**Art. 11. § 1.** Der endgültige Subventionsbetrag wird aufgrund des tatsächlichen Betrags der Arbeiten, der in der Endabrechnung einschließlich der auf 5 Prozent des Gesamtbetrags der Arbeiten beschränkten Studien- und Prüfungs kosten aufgeführt ist, berechnet. Ist die Endabrechnung für die bezuschussten Arbeiten, die vertraglichen Abrechnungen davon ausgeschlossen, niedriger als diejenige, die zwecks Berechnung der Subvention in Betracht gezogen worden ist, so wird der Subventionsbetrag aufgrund der tatsächlichen Ausgabe in bezug auf die besagten Arbeiten neu festgesetzt.

§ 2. Der Minister darf die Gewährung der Subventionen auf Arbeiten in bezug auf die Erweiterung von Unternehmen ausdehnen, die zum Zeitpunkt der Erarbeitung des Anfangsprojekts unvorhersehbar waren und die sich für die gute Ausführung der Arbeiten als notwendig erwiesen haben.

In diesem letzten Fall darf die Mehrsubvention 10 Prozent der Anfangssubvention nicht übersteigen.

**Art. 12.** Für die gute Ausführung der Verbesserungsarbeiten an den Feldwegen bei der Anschaffung von unbebauten unbeweglichen Gütern wird der endgültige Betrag auf Grund der Erwerbssurkunde des Guts, wovon eine beglaubigte Kopie den Begleitdiensten übermittelt wird, festgelegt.

Dieser Betrag darf jedoch denjenigen der gemäß Artikel 4 und 7 des vorliegenden Erlasses festgelegten Subvention nicht überschreiten.

**Art. 13. § 1.** Im Verhältnis zu den tatsächlich ausgeführten Arbeiten darf der Minister die Auszahlung von Vorschüssen auf die gewährten Subventionen vornehmen.

§ 2. Die Subventionen wird je nach dem erreichten Stand der Arbeiten ausgezahlt.

**Art. 14.** Im Rahmen dieses Erlasses wird der Königliche Erlaß vom 25. April 1980 zur Regelung, was die Wallonische Region betrifft, des Verfahrens der Gewährung von Subventionen, die im Regentenerlaß vom 2. Juli 1949 vorgesehen sind, in der Wallonischen Region aufgehoben.

**Art. 15.** Vorliegender Erlaß tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 16.** Der Minister der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, ist mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 13. Juli 1989.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Landwirtschaft, die Umwelt und das Wohnungswesen,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 89 — 1989

**13 JULI 1989. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve  
betreffende de toekenning van subsidies aan de ondergeschikte openbare besturen  
voor de uitvoering van verbeteringswerken aan landbouwwegen**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 6, § 1, VI, 4°, c;

Gelet op de wet van 8 augustus 1988 tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 16 december 1988 houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1989;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 januari 1989 houdende vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers en houdende regeling van de ondertekening van de akten van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 27 januari 1989 houdende regeling van de werking van de Executieve;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van subsidies;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 juli 1949, inzonderheid op de artikelen 2, 2<sup>o</sup>, c) en 9;

Gelet op het advies van de Minister van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op artikel 3, § 1 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Rekening houdend met het groot aantal dossiers aanhangige dossiers en met de noodzakelijkheid die dossiers te behandelen binnen termijnen die met de procedures inzake overheidsopdrachten overeenstemmen en met het feit dat anderzijds enkel de subsidiepercentages en de aard van de in aanmerking komende werken (in beperkende zin, behalve de beplantingen) worden gewijzigd (wat het subsidiepercentage betreft, wijziging voorzien in het besluit van de Regent van 2 juli 1949, artikel 9);

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest belast met Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

Besluit :

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« Minister » : de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de Landbouw behoort.

« Subsidietrekker » : de ondergeschikte openbare besturen die de subsidie ontvangen.

« Begeleidingsdiensten » : de diensten Ruilverkaveling van de Landmaatschappij die met het administratieve en technische gedeelte evenals met de te ondernemen stappen bij de subsidietrekker en bij de subsidiegevendende overheden en, in voorkomend geval, bij de aanwonende eigenaars zijn belast.

Zij verlenen bijstand aan de subsidietrekkers bij het opstellen van de nodige documenten, bij het controleren van de werkzaamheden van de ontwerpers en van de aannemers en zorgen voor het administratieve en budgettaire volgen van de dossiers alsmede voor de afgifte aan de Minister van het omstandige advies.

« Landbouwwegen » : de gewone buurtwegen gelegen op het openbaar domein (met uitsluiting van de wegen verbeterd of aangelegd in het kader van de wetgeving inzake ruilverkaveling en landinrichting).

Die plattelandswegen ontsluiten hoofdzakelijk percelen grond bestemd voor land- of bosbouwkundige exploitatie, alsmede afgelegen hoeven. Zij worden gebruikt voor landbouwverkeer, d.w.z. traagrijdend verkeer waarvan de dichtheid minder dan 50 voertuigen per dag bedraagt.

« Verbetering van landbouwwegen » : werkzaamheden die overeenkomstig de typebestekken van het Waalse Gewest, bestaan in de uitvoering van :

- aanpassingswerken van bermen en wegsloten;
- graafwerken;
- de levering en de verwerking van materialen die het baanlichaam (steenslagfundering of kalk- of cementstabilisaties) vormen op een breedte van 3,5 m. en op een maximum dikte van 0,5 m.;
- de aanleg van een afvoersysteem van het oppervlakte- en draineerwater;
- aansluitingswegen op andere openbare wegen en op particuliere uitwegen waarbij steeds binnen de omschrijving van het openbaar domein wordt gebleven;
- opslagplaatsen en toegangswegen die voor het ophalen van de producties nodig zijn;
- werkzaamheden met betrekking tot het planten van taluds, bermen en overlooppige grondoverschotten;
- proeven die voor de uitvoering van het werk nodig zijn;
- de aankoop van onbebouwde onroerende goederen die voor de goede uitvoering van de hierboven vermelde werken nodig zijn.

**Art. 2.** Bij de ontwerpen ingediend met het oog op het bekomen van subsidies dient een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende documenten gevoegd te zijn :

- de beslissing waarbij de opdrachtgever het ontwerp goedkeurt en de wijze van gunning van de opdracht kiest, de voorwaarden ervan vaststelt en om de subsidies vraagt;
- het bestek en de uitvoeringsplannen;
- de kostenraming van die werken die, in voorkomend geval, de kosten van de voorafgaande proeven omvat;
- een verklarende opmerking over de wijze waarop de eenheidsprijzen worden bepaald;
- in voorkomend geval, de overeenkomst gesloten tussen de aanvrager en de ontwerper;
- het attest waarbij wordt bewezen dat de aanvrager over alle terreinen beschikt die voor de uitvoering van de werken nodig zijn;
- in geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen, een uittreksel van het kadastraal plan en een raming van de waarde ervan opgemaakt door het Aankoopcomité van onroerende goederen of door de Ontvanger van de Registratie;
- in voorkomend geval, de vergunning vereist door het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 mei 1984 (Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw) tot codificatie van de wetgevende en verordenende bepalingen betreffende de stedebouw en de ruimtelijke ordening van toepassing op het Waalse Gewest.

**Art. 3.** Het ontwerp aangaande de verbetering van landbouwwegen wordt opgemaakt door de subsidietrekker in samenwerking met de Begeleidingsdiensten die dit ontwerp ter goedkeuring aan de Minister voorleggen.

**Art. 4.** De betekening aan de subsidietrekker van de goedkeuring van het ontwerp geldt als principiële belofte dat de subsidie toegekend zal worden.

**Art. 5.** Binnen drie maanden met ingang van de betekening van de in artikel 4 bedoelde principiële belofte, houdt de subsidietrekker een aanbesteding waarna hij, via de Begeleidingsdiensten, het volledige dossier betreffende de gunning van de opdracht aan de Minister verzendt. De principiële belofte vervalt na het verstrijken van die termijn. Na begrotingsvastlegging doet de Minister aan de subsidietrekker de vaste belofte dat de subsidie toegekend zal worden.

**Art. 6.** De Minister betekent daartoe het bedrag van de subsidie aan de subsidietrekker op basis van de goedgekeurde offerte.

Het voor de berekening van de subsidie in aanmerking te nemen bedrag is dit van de aanbesteding van de aangenomen werken forfaitair verhoogd met 5 % wegens studie- en controlekosten van de de materialen en, in geval van aankoop van onbebouwde onroerende goederen, het bedrag van de door het Aankoopcomité van onroerende goederen of de Ontvanger van de Registratie opgemaakte raming.

Genieten niet de subsidie de andere algemene onkosten gedragen door de opdrachtgever.

**Art. 7.** Binnen de perken van de begrotingskredieten wordt het in artikel 2, 2<sup>o</sup> van het besluit van de Regent voorziene subsidiepercentage gebracht op 60 % van het in artikel 6 vastgestelde bedrag.

In geval van plantwerkzaamheden kan de Minister de tegemoetkoming verhogen op het geheel van de in aanmerking genomen werken.

De maximumverhoging van het subsidiepercentage met 20 % wordt slechts bekomen wanneer beplantingen worden afgezet aan weerszijden en over de gehele lengte ervan.

Die hagen bestaan uit inlandse soorten bomen en struiken en worden aangeplant hetzij in rijen al dan niet te snoeien, hetzij in dichte rijen schaarshout of hoogstammige bomen.

Het bedrag van de aan de subsidietrekker toegekende subsidie wordt afgerond naar beneden op de frank.

**Art. 8.** De door het Gewest toegekende subsidie kan, in elk geval, niet meer dan 80 % van het bedrag van de werken bedragen, iedere andere tegemoetkoming dan die van de opdrachtgever wordt van het globaal bedrag van de te subsidiëren uitgave afgetrokken.

**Art. 9.** Het volledige dossier betreffende de gunning van de opdracht omvat een voor eensluidend verklaard afschrift van de volgende documenten :

— de beslissing waarbij de opdrachtgever de datum van de opening der inschrijvingen en de lijst van de te raadplegen ondernemingen vaststelt;

— het proces-verbaal van de opening der inschrijvingen;

— de ingediende inschrijvingen;

— het door de opdrachtgever over de gunning van de opdracht opgemaakte verslag;

— de met redenen omklede beslissing waarbij de opdrachtgever de aannemer aanwijst.

**Art. 10.** De Minister kan de aanwending van de toegekende subsidies laten controleren.

**Art. 11. § 1.** Het definitieve bedrag van de subsidie wordt berekend op basis van het werkelijk bedrag van de werken dat voorkomt in de eindafrekening en waarin de studie- en controlekosten (beperkt tot 5 % van het globaal bedrag van de werken) worden begrepen. Wanneer de eindafrekening van de gesubsidieerde werken, met uitsluiting van de contractuele eindafrekeningen, kleiner is dan die die voor de berekening van de subsidie in aanmerking wordt genomen, dan is het bedrag van de subsidie herzien op basis van de werkelijke uitgave voor die werken.

§ 2. De Minister kan de toekenning van subsidies uitbreiden tot aanvullende werken die bij het opmaken van het oorspronkelijke ontwerp niet voorzien konden zijn en die nu noodzakelijk bleken voor de goede uitvoering van de werken.

In dit geval kan de bijkomende toelage ten hoogste 10 % van de oorspronkelijke subsidie bedragen.

**Art. 12.** Voor de goede uitvoering van verbeteringswerken aan landbouwwegen, wordt, bij aankoop van onbebouwde onroerende goederen, het definitieve bedrag van de subsidie vastgesteld op basis van de aankoopakte van het goed waarvan een voor eensluidend verklaard afschrift aan de begeleidingsdiensten wordt overgezonden.

Dit bedrag kan echter niet hoger zijn dan het bedrag van de overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van dit besluit bepaalde subsidie.

**Art. 13. § 1.** Naar rata van de werkelijk uitgevoerde werken kan de Minister voorschotten op de toegekende subsidies uitbetalen.

§ 2. De subsidie wordt verreffend naar verhouding van de standen van het werk.

**Art. 14.** In het kader van dit besluit wordt, in het Waalse Gewest, het koninklijk besluit van 25 april 1980 houdende regeling, voor het Waalse Gewest, van de procedure inzake toekenning van subsidies voorzien in het besluit van de Regent van 2 juli 1949 opgeheven.

**Art. 15.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 16.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de landbouw behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 juli 1989.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met de Economie, de KMO's en het Regionale Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, modifié par les décrets du 9 avril 1987 et du 30 juin 1988;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I et II du Règlement générale pour la Protection du Travail;